

KIT DÉBAT

Le 9 mai, c'est la journée de l'Europe, l'occasion d'aborder le sujet dans ta classe ou même de façon plus large, dans ton établissement !

Ce kit est fait pour toi !

13 pages pour te guider dans la mise en place, et tout au long du débat, tout en t'apportant toutes les ressources nécessaires au bon déroulement de la séance.

Doit-on aujourd'hui aller sur le chemin d'une Europe de la Défense ?



Grâce à ce débat...

- ☆ Comprends les enjeux qui se cachent derrière une potentielle Europe de la défense.
- ☆ Découvre comment l'Union européenne gère aujourd'hui les différentes crises auxquelles elle est confrontée.

Nos données sont issues des sites officiels de l'Union européenne, de Toute l'Europe, de Vie Publique, de FranceTV et du Larousse.

Kit réalisé par les élus du CAVL de Strasbourg et des membres du PEJ-France durant l'année scolaire 2021/2022.

Vous pouvez retrouver ce travail et bien plus sur le site internet ALICE by CAVL Strasbourg.

 [cavl_strasbourg](https://www.instagram.com/cavl_strasbourg)

Inspiré des Kits Open-Vox du PEJ-France.



AVANT DE COMMENCER...

1 **Nommez un-e responsable de débat :** son rôle est à la fois d'animer, de modérer le débat et d'en être le maître du temps. Il/Elle est chargé-e de distribuer et gérer la parole pour que chacun-e puisse s'exprimer tour à tour. Le/la responsable doit également être vigilant-e à ce que la prise de parole soit équitable.

2 **Organisez l'espace :** les formes circulaires favorisent le dialogue et la proximité entre les participants, ce qui renforcent la confiance réciproque et l'écoute.

3 **Déterminez et annoncez la durée du débat au début :** en moyenne, environ une heure et demie suffisent.



FIXER DES RÈGLES POUR MIEUX DÉBATTRE...

☞ Je respecte et écoute les personnes qui prennent la parole.

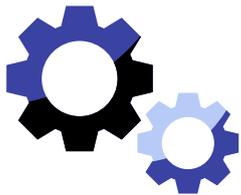
☞ Je suis bienveillant-e et patient-e avec les participant-es.

☞ Je respecte les règles de circulation de la parole et les temps des prises de parole des participant-es.

La méthode de débat:

« LE POURQUOI DU POURQUOI »

Un débat en groupe et simple à mettre en place !
Séparés en petits groupes, les participant-es partent d'un constat et vont chercher à l'expliquer en se posant la question "pourquoi" à chaque réponse donnée. Cette activité permet d'approfondir le sujet pour mieux comprendre les enjeux.



Durée: 20 à 45 minutes

Déroulement:

Préparation & Matériel : Prévoir un paperboard/tableau par groupe et des stylos/feutres.

Débat:

1 - Chaque groupe a un tableau dans lequel il note ce qu'il tire des documents proposés dans le kit, ce qui le marque et ce en quoi cette information est importante.

2 - Le groupe se pose alors la question « pourquoi » et identifie 2 à 3 causes. Ensuite le groupe part des 2 à 3 causes et se pose la question du « pourquoi » ... ainsi de suite jusqu'à ce que le groupe ait le sentiment d'avoir assez creusé la question.

3 - Chaque groupe restitue ses constats ce qui peut lancer un temps d'échange entre les participant-es.

Susciter l'interrogation et le débat:

En différentes étapes...

1 PLANTER LE DÉCORS

Décrypter l'intitulé du sujet et partager ses connaissances:

Avant de se lancer, il faut savoir de quoi on parle. Tout le monde a des connaissances à apporter : un temps de mise en commun de ce qu'on sait (ou pas) !

- Vous comprenez le sujet ?
- Qu'avez-vous appris avec le kit ?
- Des infos à apporter en plus ?

Comprendre en quoi ce sujet est inquiétant:

Pour cerner l'importance du sujet il est important de se demander qui cette question concerne et en quoi elle mérite d'être posée.

- Pourquoi, cette question est importante ?
- En quoi ça nous concerne ?

2 OPINIONS ET SOLUTIONS

Exprimer des positions et les confronter:

C'est le moment de vider son sac ! Ici chacun-e peut exprimer son point de vue et faire part de ses positions : c'est l'occasion de construire sa propre opinion !

- Qu'est-ce que ça vous inspire ?
- Quels sont les points positifs ou négatifs selon vous ?

Trouver ensemble des compromis et imaginer des solutions, pour aller de l'avant !:

On reprend les grandes questions et désaccords pour trouver ensemble des idées. Eh oui, il va peut-être falloir faire des compromis !

3 ET À MON ÉCHELLE ?

Penser à ce que l'on peut faire à notre échelle !

Avant de clore la séance, réfléchir ensemble sur les moyens pour s'informer ou agir à son échelle !

👉 Tout au long du kit, tu trouveras de **petites mains** suivies de **questions** pour **orienter et guider** le débat !

Définir quelques termes clefs...

Coopération: Action de coopérer, de participer à une œuvre commune.



Défense: Fait de lutter pour la protection de quelqu'un ou de quelque chose, action de défendre quelqu'un ou quelque chose ou de se défendre.

Sécurité civile: Nom donné, depuis 1975, à la protection civile, c'est-à-dire à l'ensemble des mesures de prévention et de secours que requiert, en toutes circonstances, la sauvegarde des populations.



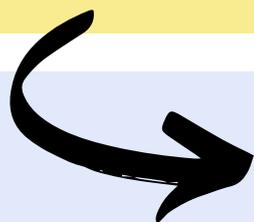
OTAN: L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord est une organisation politico-militaire réunissant de nombreux pays européens et nord-américains (dont les USA). L'objectif de l'OTAN est de garantir la liberté et la sécurité de ses membres par des moyens politiques et militaires.

Union européenne : L'Union européenne (UE) est composée d'États membres qui se sont regroupés dans les domaines économique et politique, afin d'assurer le maintien de la paix en Europe et de favoriser le progrès économique et social.



Ce qu'il faut savoir... (1/7)

Où en est l'UE dans la construction d'une défense commune ?



Il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'**armée européenne**. Ce sont les États membres qui mettent leurs capacités civiles et militaires à la disposition de l'Union européenne.

L'Union les mobilise, début 2022, dans le cadre de 17 opérations européennes communes, civiles ou militaires, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Plus de 30 opérations ont été lancées depuis le lancement de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) dont le cadre et les objectifs sont définis par le traité de Lisbonne. Ce sont le Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne qui prennent à l'unanimité les décisions relatives à la PSDC et qui lancent les missions.

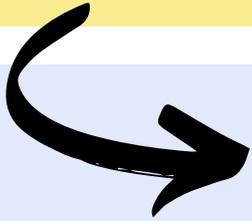
La PSDC évolue. Jusqu'à récemment, l'idée même de « défense européenne » était un sujet délicat. Pour de nombreux États membres, la sécurité, c'était l'affaire de l'Otan. Puis, l'incapacité des Européens à agir de manière autonome face aux crises internationales récentes a renforcé la volonté politique des dirigeants européens de se donner les moyens et de donner sa chance à une « **Europe de la défense** ».

« Agir seul lorsque cela est nécessaire » est au cœur du concept d'autonomie stratégique. Son objectif est d'adopter une doctrine de défense européenne, à côté de celle de l'Otan. Pour ce faire, l'Union a élaboré une « boussole stratégique ». Présenté le 16 novembre 2021, ce premier Livre blanc de la défense européenne commune est en cours d'examen par les États membres, il doit être adopté en mars 2022.

En 2020, seuls neuf États européens ont consacré plus de 2% de leur PIB à leur défense. Onze y en ont consacré au moins 2%. Instrument phare de la politique de l'Union européenne en matière de défense, le budget du Fonds européen de défense a été adopté le 29 avril 2021. Doté d'une enveloppe de 7,9 milliards d'euros pour la période budgétaire 2021-2027, il s'agit du premier fonds européen entièrement consacré à la défense. Il doit permettre aux **industries européennes de la défense** de travailler sur des projets communs.

Ce qu'il faut savoir... (2/7)

Quelles sont les réalisations de l'Union européenne en matière de défense ?



En 2001, ont été créés un État-major et un Conseil militaire de l'UE, qui ont piloté plusieurs missions de maintien de la paix depuis le début des années 2000.

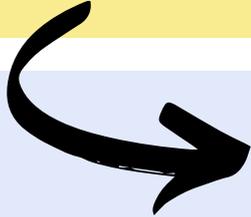
L'Europe de la Défense a assuré des missions de maintien de la paix – en Macédoine (mars 2003), en République du Congo (2003, 2006), au Kosovo (2008) – ou de lutte contre la piraterie aux larges des côtes somaliennes depuis 2008 (EU NAVFOR Somalie). Elle a relevé des forces de l'OTAN en Bosnie à la fin de 2004.

Elle a en outre assumé et assume encore **des missions civiles de surveillance d'élections ou de stabilisation politique** – comme en Géorgie depuis 2008 – ou d'aide à la mise en place d'un État de droit – comme la mission EULEX-Kosovo depuis 2008 également. On peut ainsi dire que, faute d'une réelle politique de défense commune, l'UE exerce une présence dans le monde, sur le continent européen mais aussi en Afrique ou en Asie.

En outre, il reste la question de la compatibilité entre la mise en œuvre d'une PSDC et les engagements de certains États auprès de l'OTAN. La France a réintégré en 2009 le commandement militaire intégré de l'OTAN dont elle était sortie en 1966, le Président Nicolas Sarkozy estimant alors que cela serait de nature à faciliter l'émergence d'une défense européenne et que **l'Europe de la Défense et l'OTAN ne peuvent que se renforcer l'une l'autre.**

Ce qu'il faut savoir... (3/7)

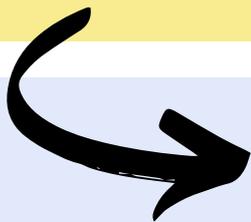
D'où vient l'idée d'une Europe de la Défense ?



La « définition progressive » d'une **politique de défense commune** aux pays membres de l'Union, pouvant « conduire à une défense commune », a été introduite par le **traité de Maastricht en 1992**. Nommée **politique de sécurité et de défense commune** par le traité de Lisbonne, elle a permis de nombreuses réalisations en matière de maintien de la paix.

VIE PUBLIQUE

Quels sont les objectifs de l'Europe de la Défense ?



L'Europe de la Défense est un moyen **d'affirmer** la place de l'Europe dans le monde, au service d'une politique étrangère.

L'Union européenne cherche à faciliter la **coopération diplomatique et militaire**. L'un de ses principaux objectifs est de maintenir la paix contre la cybercriminalité, les crimes organisés, le terrorisme ou encore les crises environnementales. Elle a comme objectif unique d'avoir une capacité d'intervention, limitée, dans des missions ou opérations de paix ou de consolidation de l'état de droit.

FRANCE CULTURE

Comment le gouvernement français se positionne-t-il quant à l'idée de la création d'une Europe de la Défense ?



La France plaide pour un **renforcement de l'Europe de la défense**, qui doit s'incarner dans différents cadres (coopérations bilatérales et « plurilatérales » entre États européens, Union européenne, OTAN).

Son développement effectif et sa crédibilité à long terme suppose le développement d'une culture stratégique partagée entre Européens.

DIPLOMATIE.GOUV

Ce qu'il faut savoir... (4/7)

Un cas d'étude sur lequel construire le débat.

Cas d'étude: L'invasion de l'Ukraine relance la construction de la Défense européenne...

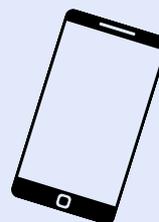


Pour comprendre les enjeux du **combat en Ukraine**, on vous propose cet épisode du « **Dessous des Cartes** » diffusé sur **ARTE** !



Il suffit de flasher le QR-code ci-contre !

Pour bien comprendre cette analyse, on te renvoie à cet article du journal **Le Monde** qui **explique les termes** complexes du conflit ukrainien...



Il suffit de flasher le QR-code ci-contre !

Le 24 février, une étape sans précédent est franchie par la Russie. **Vladimir Poutine** annonce une opération militaire d'envergure sur le territoire ukrainien, une démocratie, dans l'objectif selon lui de défendre les séparatistes du Donbass. Cette fois-ci, Moscou ne s'arrête pas à l'est de l'Ukraine puisque de puissantes **explosions** frappent plusieurs grandes villes, et notamment la capitale Kiev. Suite à cette **déclaration de guerre**, le président **Volodymyr Zelensky** instaure la loi martiale dans son pays et la communauté internationale condamne cette agression inédite. Dans la foulée, des dizaines de milliers d'Ukrainiens se pressent aux frontières et tentent de fuir leur pays. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE se réunissent le 24 février au soir pour un Conseil européen extraordinaire. Face à Moscou, les Vingt-Sept se mettent d'accord sur les mesures de rétorsion les plus sévères jamais mises en œuvre par l'Union européenne : sanctions financières réduisant l'accès aux marchés de capitaux européens (pour atteindre le marché bancaire russe et les principales entreprises publiques), interdiction d'exportation touchant le pétrole ou encore gel des avoirs de Vladimir Poutine...

TOUTE L'EUROPE, FÉVRIER 2022



© NY Times

Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine, figure de la guerre en Ukraine et ancien humoriste/comédien.

☞ Les sanctions économiques sont-elles d'après-vous un réel moyen de défense ?

☞ Ces sanctions sont-elles justes, lorsque l'on sait qu'elles mènent la population russe vers une plus grande misère ?

Ce qu'il faut savoir... (5/7)

Un cas d'étude sur lequel construire le débat.

Suite du cas d'étude:

L'invasion de l'Ukraine relance la construction de la Défense européenne...

Les dates importantes de la guerre en Ukraine (source: Toute l'Europe):

- 20-24 avril 2022 : les combats se poursuivent sans trêve à Marioupol, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken à Kiev
- 17-18 avril 2022 : une nouvelle offensive russe d'ampleur débute dans l'est de l'Ukraine
- 13-15 avril 2022 : la Finlande et la Suède se dirigent vers une adhésion à l'Otan et un grand navire russe coule
- 7 avril 2022 : accord des Vingt-Sept sur la cinquième salve de sanctions européennes contre Moscou
- 4 avril 2022 : après la découverte des massacres de Boutcha, l'UE veut prendre de nouvelles sanctions
- 29 mars 2022 : pourparlers en Turquie entre Russes et Ukrainiens
- 24-25 mars 2022 : sommets de l'Otan, du G7 et de l'UE pour répondre à la guerre en Ukraine
- 16 mars 2022 : la Russie est exclue du Conseil de l'Europe et est accusée de "crimes de guerre"
- 28 février 2022 : l'Ukraine fait une demande d'adhésion à l'UE
- 27 février 2022 : Vladimir Poutine brandit la menace nucléaire tandis que l'UE finance l'envoi d'armes à l'Ukraine
- 24 février 2022 : la Russie attaque l'Ukraine, l'UE réplique par de lourdes sanctions
- 21 février 2022 : la Russie reconnaît l'indépendance de Donetsk et de Louhansk et entre sur les territoires séparatistes

Alors que nous sommes seulement au quatrième jour de l'offensive russe en Ukraine, le chef du Kremlin Vladimir Poutine annonce à la télévision russe mettre les « forces de dissuasion (nucléaire) de l'armée russe en régime spécial d'alerte au combat » (d'autant que la Russie possède le plus important arsenal nucléaire au monde) afin de répondre aux réactions des Occidentaux et des puissances de l'Otan.

En parallèle, pour la première fois de leur histoire, l'UE approuve le financement d'envoi d'armes à l'Ukraine, à travers la Facilité européenne pour la paix. Ainsi, 450 millions d'euros d'armement seront financés, de même que 50 millions d'euros d'équipements de protection et de carburant.

Cette décision s'accompagne de sanctions renforcées à l'égard de la Russie. De manière coordonnée avec les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, les Etats membres donnent leur feu vert à la déconnexion de plusieurs banques russes du système bancaire Swift. Ce qui devrait compliquer très fortement leurs transactions, et notamment leur capacité à échanger des capitaux à l'international. Toutes les banques ne sont cependant pas concernées, en particulier celles liées au commerce du gaz, dont dépendent beaucoup d'Etats européens. En complément de cette mesure de rétorsion s'ajoute le gel des avoirs de la Banque centrale russe hors de Russie.

L'espace aérien de l'Union est par ailleurs fermé à l'aviation russe. Également, afin de lutter contre la désinformation organisée par le Kremlin, les Vingt-Sept donnent leur accord à l'interdiction de diffusion au sein de l'UE des médias Russia Today et Sputnik. Enfin, la Biélorussie, Etat allié de la Russie et d'où l'invasion de l'Ukraine a en partie été lancée, est elle aussi sanctionnée par les Européens, avec les secteurs phares de son économie (hydrocarbures, tabac, ciment, fer et acier) interdits d'exportation vers l'UE. Des sanctions individuelles visant des responsables liés à l'invasion de l'Ukraine sont aussi décidées.

👉 Selon vous, devons-nous réellement craindre une attaque nucléaire, nous français ou même européens ?

TOUTE L'EUROPE, FÉVRIER 2022

👉 Les mesures prises par l'UE pour condamner la Russie sont-elles suffisantes ?

Ce qu'il faut savoir... (6/7)

Un cas d'étude sur lequel construire le débat.

Suite du cas d'étude:

L'invasion de l'Ukraine relance la construction de la Défense européenne...

L'Europe, dépendante de la Russie...

L'attaque de l'armée russe contre l'Ukraine, jeudi 24 février, laisse augurer de sérieuses tensions sur les marchés de l'énergie. Pour la première fois depuis 2014, le prix du baril de pétrole a dépassé les 100 dollars (89,20 euros environ). Jusqu'à 105 dollars dans la matinée, soit + 8,8 % par rapport au mercredi 23 février pour le Brent de la mer du Nord.

Mais l'approvisionnement en gaz inquiète encore davantage, de même que la dépendance de l'Europe aux livraisons russes. Sur le marché néerlandais, référence continentale, le prix du mégawattheure bondissait de 40 %, dans le même temps, jusqu'à 125 euros, sachant que la reprise de l'activité économique affole déjà les prix depuis l'été 2021.

Lors des six dernières années, la Russie a livré « près de 40 % » du gaz consommé par les pays de l'Union européenne (UE), selon les données compilées par le cercle de réflexion Bruegel. Loin devant les autres fournisseurs, Norvège, Algérie ou Etats-Unis. Faut-il désormais s'attendre à un tel pourcentage en moins, soit à cause de sanctions européennes, soit à cause d'une rétention russe ?

Dès mardi 22 février, Berlin suspendait l'autorisation de mise en service du gazoduc Nord Stream 2. Ce long tuyau aurait permis aux Russes de doubler leurs capacités d'échanges avec l'Allemagne sous la mer Baltique – et donc de contourner encore plus aisément le gazoduc Brotherhood (« fraternité ») passant par l'Ukraine.

LE MONDE, FÉVRIER 2022 (AU TOUT DÉBUT DU CONFLIT)

Guerre en Ukraine: Les regards se tournent vers l'OTAN

Les pays de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) ne pensent pas intervenir en Ukraine. On trouve pourtant, parmi eux, des pays comme les États-Unis, l'Allemagne, la France qui disposent de fameux moyens militaires ou même de la bombe atomique, excellent moment de dissuasion. La raison ? L'Ukraine ne fait pas partie de l'OTAN.

L'article 5 du traité:

Le traité de l'OTAN unit ses membres, il les engage à se porter à la défense de tout Etat membre qui serait attaqué. Ce principe est repris dans l'article 5 du traité. Mais comme l'Ukraine ne fait pas partie de l'OTAN, cet article 5 ne peut être invoqué. Cela désole le président ukrainien qui a demandé quel pays était prêt à se battre aux côtés de l'armée ukrainienne.

Protéger ses pays membres, proches de l'Ukraine:

[Le] vendredi 25 février, un sommet de l'OTAN [s'est tenu] pour décider de ce que va faire l'Alliance pour défendre ses membres face à l'agression russe en Ukraine. La Pologne et les pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) comptent sur l'OTAN pour être défendus. Ces pays ont très peur que les combats s'étendent jusqu'à eux.

L'OTAN possède entre 40 000 et 50 000 soldats sur le sol européen. Et plusieurs pays comme l'Italie, l'Allemagne, la France, les Etats-Unis ont ou vont envoyer des renforts supplémentaires dans les pays membres de l'Alliance et voisins de l'Ukraine.

Selon le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (organisation chargée de défendre la paix dans le monde), environ 100 000 personnes ont fui leur foyer en Ukraine et des milliers ont quitté leur pays. Ces réfugiés ukrainiens arrivent en Pologne, Hongrie, Roumanie...

LEJDE.BE, FÉVRIER 2022 (AU TOUT DÉBUT DU CONFLIT)

Ce qu'il faut savoir... (7/7)

Un cas d'étude sur lequel construire le débat.

Suite du cas d'étude:

L'invasion de l'Ukraine relance la construction de la Défense européenne...

De la guerre en Ukraine à une Europe des armes...

Depuis peu, l'UE dispose d'une **stratégie de défense commune**. Après des mois et des années de négociations, 50 réunions, 4 versions du texte, les 27 ont adopté leur « boussole stratégique ». Un changement historique dans la nature de l'Union, pensée comme un **projet de paix**. Son principal levier : le financement de l'expansion d'une industrie militaire européenne.

L'**invasion brutale de l'Ukraine** et l'impossibilité de dialoguer avec Vladimir Poutine étaient donc les ingrédients manquants à l'**unité européenne**.

Pourtant, les États membres n'ont pas attendu leur nouveau GPS militaire pour organiser le fléchissement du projet pacifique européen. Sous l'influence des **lobbys de l'armement**, à pas feutrés, la militarisation de l'Europe est en marche depuis l'aube du millénaire. « D'ordinaire, on définit la politique étrangère dans un premier temps, puis la politique de défense, résume Francesco Vignarca, du Réseau italien pour la paix et le désarmement. L'Union a fait l'inverse : Ils ont fabriqué des armes, ils les ont achetées et ensuite établi une **stratégie commune** ».

Alors que les 27 débattaient sans relâche de quelles menaces – des groupes terroristes au Sahel ou du « risque migratoire » en Méditerranée – étaient la plus prégnante et que le projet d'une armée européenne pataugeait (voir notre article), les marchands d'armes signaient déjà pour des millions à Bruxelles. D'après nos calculs, le budget de la sécurité et de la défense a été multiplié par 7, en quinze ans.

Pourtant, l'article 41 du **traité de Lisbonne** exclut purement et simplement l'utilisation du budget de l'Union européenne pour des dépenses ayant des implications militaires et de défense. Remember : l'Union européenne est un projet de paix, qui a même reçu le Prix Nobel éponyme en 2012. Par quel miracle les industriels de l'armement sont-ils parvenus à ouvrir le tiroir-caisse des fonds publics européens ?

Pour comprendre ce qui ressemble à un contournement du traité, il faut remonter le fil des projets militaires financés ces dernières années. La combine consiste, dans un premier temps, à faire valoir « l'usage mixte », à la fois civil et militaire de certains projets afin de prétendre à des fonds qui, à l'origine, n'ont pas de vocation militaire. C'est ainsi, par exemple, que le secteur de la défense a pu bénéficier de centaines de millions d'euros de financement annuel dans le cadre du programme Horizon 2020 destiné « à la recherche et l'innovation ».

À partir de 2017, les décideurs européens se servent d'une nouvelle pirouette : l'article 173 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. Ce texte leur permet de créer des fonds liés à la défense, en prétendant qu'ils visent « à promouvoir une meilleure utilisation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique ». Peu importe si, comme le montre notre enquête, ces fonds publics servent en réalité à développer des drones et des vaisseaux de combat, des munitions et des fusils qui blesseront et tueront sur les fronts ukrainiens ou yéménites. (...)

Enfin, dernier coup de canif au Traité: Le très orwellien projet de « **Facilité européenne pour la paix** ». Là, l'Union ne s'embarrasse même plus des contraintes de Lisbonne, elle choisit simplement de financer le projet militaire « hors budget ». Inutile de nier les implications militaires puisque l'argent ne sort plus du pot commun. Avec ce fonds doté de 5,7 milliards d'euros – dont un milliard a été débloqué pour livrer des armes à l'Ukraine – Bruxelles traverse le Rubicon. L'UE soutient carrément l'exportation d'armes vers des pays tiers dans lesquels l'UE intervient militairement. Les livraisons d'armes financées par l'UE, se retrouveront donc au Mozambique et au Mali.

Interrogé par IE sur ce contournement en règle du Traité de Lisbonne, la Commission se défend en disant que ces fonds ont tous « une **base légale** ». Rien qui ne rassure Laëtitia Sédou du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAAT). Pour elle, « la boîte de Pandore » est bel est bien ouverte. L'**Europe devient la « vache à lait »** des marchands d'armes, « une source de financement sans contraintes. »

👉 Cet article de presse est-il neutre ? Qu'en pensez-vous ?

INVESTIGATE EUROPE,
MARS 2022

👉 **La Défense passe-t-elle obligatoirement par la militarisation ?**

Ils/elles apportent leur grain de sel...

« J'ai tenu à mettre en avant notre irrévocable **engagement européen** en vue de consolider la sécurité de notre Nation et des peuples de notre continent », avait, plus tôt dans la matinée de ce dimanche, écrit le chef de l'Etat dans un message à l'adresse des Français, publié sur le site de l'Elysée. Insistant : « Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe n'a été aussi **nécessaire**. La construction d'une **Europe de la défense**, en lien avec l'**Alliance atlantique** dont nous fêtons les 70 ans, est pour la France une priorité. [...] Agir ensemble et renforcer notre capacité à agir collectivement : tel est notamment le défi que l'**Initiative européenne** d'intervention, avec d'autres projets européens essentiels, veut relever. »

EMMANUEL MACRON, PRÉSIDENT DE LA V. RÉPUBLIQUE

👉 Pensez-vous que c'est aux états de s'engager individuellement dans la démarche de la création d'une Europe de la Défense comme c'est le cas d'Emmanuel Macron en France ?

Lors de son discours sur l'état de l'Union européenne, la **présidente de la Commission**, Ursula von der Leyen a annoncé un « **sommet de la défense européen** » auquel participera le président Emmanuel Macron pendant la présidence française du Conseil de l'UE au premier semestre 2022. « Il nous faut une **Europe de la Défense** », a-t-elle expliqué.

« Le moment est venu pour l'Europe de passer à la **vitesse supérieure** », a-t-elle déclaré. « Il ne s'agit pas seulement de nous protéger nous-même, mais de nous doter de partenariats forts et fiables. »

QUEST FRANCE, SEPTEMBRE 2021 (APRÈS LE RETRAIT DES FORCES AMÉRICAINES EN AFGHANISTAN)



👉 Pensez-vous que la création d'une Europe de la Défense permettrait à l'UE de se renforcer en tant qu'entité et de se faire entendre à l'échelle mondiale ?